

# La reconnaissance de la Palestine, le BDS et la survie d'Israël

Que se passe-t-il dans les parlements européens ? Au cours du dernier mois et demi, la Chambre des Communes britannique, les parlements espagnols, français, portugais et irlandais ont tous reconnu le « droit » éternel d'Israël à être un État raciste par une reconnaissance, dont on fait grand cas, d'un supposé État palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, régions de la Palestine qu'Israël a occupées en 1967.

Ces initiatives ont succédé à l'exemple du nouveau gouvernement centre gauche de la Suède qui a décidé, peu après son entrée en fonction, de « reconnaître l'État de Palestine », dans le cadre de la « solution à deux États ».

Comme il n'existe aucun État palestinien à reconnaître au sein des frontières de 1967, ni d'aucune autre, ces initiatives politiques sont destinées à éviter la mort de la solution à deux États, dont l'illusion a assuré, pendant des décennies, la survie d'Israël en tant qu'État juif raciste. Ces résolutions parlementaires visent en réalité à imposer, *de facto*, les conditions qui empêcheront l'effondrement d'Israël et son remplacement par un État qui garantisse des droits égaux à tous ses citoyens et ne se fonde pas sur des privilèges coloniaux et raciaux.

Contrairement au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, lequel croit pouvoir obliger le monde à reconnaître, *de jure*, un plus grand Israël raciste annexant les territoires qu'Israël a occupé en 1967, les parlements européens insistent sur le fait qu'ils ne font que garantir la survie d'Israël, en tant qu'État raciste, qu'au sein des frontières de 1948 et sur toutes les nouvelles terres des

territoires de 1967 que l'Autorité palestinienne (AP) – collaborant avec Israël – accepte de concéder sous la forme d'« échanges de territoires ».

Le parlement du Danemark et le Parlement européen lui-même sont les derniers organismes à envisager des votes garantissant la survie d'Israël dans sa forme actuelle dans les frontières de 1948 seulement. Même la Suisse neutre a accepté, à la demande de l'AP, d'accueillir une réunion des signataires de la Quatrième Convention de Genève pour discuter de la seule occupation israélienne de 1967. Comme on pouvait s'y attendre, en plus des colonies juives, les grandes colonies de peuplement dans le monde – les États-Unis, le Canada et l'Australie – se sont opposées à la réunion et n'y participeront pas.

Ces initiatives se déroulent alors que le soutien international au mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), initié par les Palestiniens, connaît une évolution accélérée en direction du grand public aux États-Unis et en Europe occidentale. Parmi les associations universitaires qui appellent au soutien de BDS : l'Association des études asiatiques et américaines (AAAS), l'Association des études amérindiennes et indigènes (NAISA), l'Association des études américaines (ASA) et l'Association des anthropologues américains (AAA) (qui vient par son vote de rejeter une résolution anti-BDS).

Une exception, MESA, Association des études moyen-orientales, dont les membres ont récemment voté pour se donner le droit de débattre du BDS, et dans le processus, ils ont accordé bien involontairement une année pleine aux sionistes pour faire pression et préparer le rejet d'une résolution BDS que les membres auraient pu être amenés à voter l'année prochaine.

Même le Centre universitaire d'études de Palestine à Columbia – qui avait refusé avec insistance en avril 2011 d'accueillir et parrainer une conférence et une dédicace par Omar

Barghouti, et avait accueilli à la place un orateur, le 4 avril 2013 (une conférence fermée, sur invitation uniquement), qui s'en était pris à Barghouti pour tenter de délégitimer PACBI -, même ce Centre a récemment inversé la tendance, et a invité Barghouti lui-même pour donner une conférence ce mois-ci. Barghouti est cofondateur de PACBI, la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël.

Que signifient toutes ces initiatives ?

## **Les racistes libéraux d'Israël exposés**

Le contexte de ces mesures est en lien avec la récente conduite du gouvernement Netanyahu dont l'impatience met dans l'embarras les politiciens racistes libéraux d'Israël – ceux qui préfèrent une démarche plus calme mais pour atteindre les mêmes objectifs politiques racistes. La situation est devenue si insoutenable que les sionistes libéraux américains fervents, conduits par nul autre que Michael Walzer, professeur émérite à l'Institut d'étude avancée à Princeton, se sont sentis obligés d'intervenir.

Walzer, bien connu pour ses justifications de toutes les conquêtes d'Israël comme « guerres justes », et un groupe de personnalités partageant les mêmes points de vue s'appelant eux-mêmes « les universitaires pour Israël et la Palestine », ont récemment demandé au gouvernement américain d'imposer une interdiction de voyager aux politiciens israéliens de droite qui soutiennent l'annexion de ce qui reste de la Cisjordanie.

Si les gouvernements israéliens successifs ont montré une détermination inébranlable pour renforcer le droit d'Israël à être un État raciste sur toute la Palestine historique, ils l'ont fait par la ruse du « processus de paix » qu'ils s'étaient engagés à maintenir pendant les décennies à venir sans aucune résolution.

Cette stratégie a très bien fonctionné pendant les deux dernières décennies, sans pratiquement de réaction de la part de l'Autorité palestinienne, laquelle est redevable de son existence même à ce « processus » sans fin. Plus récemment, la direction politique du Hamas, particulièrement sa branche au Qatar où est basé le dirigeant du groupe Khaled Meshal, a également recherché le meilleur moyen de se joindre à ce projet.

Mais comme la politique en cours de Netanayhu est d'infliger des horreurs au peuple palestinien sur tous les territoires que contrôlent Israël – une politique qui a montré le « processus de paix » pour le simulacre qu'il a toujours été, aussi bien que pour la revendication d'Israël à être « démocratique », et comme l'un des plus frauduleux –, le consensus international que les libéraux israéliens ont construit au cours des décennies, pour protéger du monde l'horrible réalité d'Israël, se trouve affaibli, si ce n'est menacé d'un effondrement total.

Les libéraux israéliens prennent conscience que ce que Netanyahu est en train de faire constitue une menace pour l'ensemble de leur projet et pour la survie même d'Israël comme État raciste. C'est dans ce contexte que les parlements européens se sont précipités au secours des libéraux d'Israël en leur garantissant la survie d'Israël dans sa forme raciste par la reconnaissance d'un État palestinien qui est inexistant « dans les frontières de 1967 ».

C'est aussi dans ce même contexte que les gouvernements européens, l'an dernier, ont commencé à parler du BDS comme d'une arme possible qu'ils pourraient utiliser pour menacer le gouvernement Netanyahu s'il persistait dans son refus de « négocier » avec les Palestiniens (l'utilisation européenne de la menace BDS se limitant à une menace de boycotter *uniquement* les produits des colonies israéliennes dans les territoires occupés), c'est-à-dire, pour conserver l'illusion d'un « processus de paix » continu. C'est là qu'est le

dilemme pour les partisans du BDS.

## **BDS : un moyen ou une fin en soi ?**

PACBI, basée à Ramallah, a toujours affirmé clairement que BDS est un instrument, un moyen à utiliser pour atteindre des objectifs stratégiques – à savoir la fin de l'occupation par Israël des terres palestiniennes en 1967 et depuis, la fin du racisme israélien institutionnalisé au sein des frontières de 1948 d'Israël, et le retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres et dans leurs foyers. Ces dernières années cependant, BDS a été transformé, de moyens devenant une fin en soi. Beaucoup de ceux qui sont solidaires des Palestiniens ont commencé à articuler leurs positions en tant que positions soutenant BDS comme un objectif plutôt que comme un moyen.

Les récents votes d'organisations universitaires en sont un bon exemple. Alors que trois de ces organisations qui ont voté pour BDS ont déclaré leur soutien à la fin de l'occupation de 1967, deux seulement, NAISA et AAAS, se sont explicitement opposées à la politique raciste de l'État d'Israël contre ses propres citoyens palestiniens.

Seule, la résolution de NAISA a mis en doute les lois et les structures racistes israéliennes. ASA, par contre, n'a cité que l'occupation des territoires de 1967, pendant que l'Association du langage moderne (MLA) ne censurait Israël que pour son déni de la liberté universitaire pour les universitaires et étudiants palestiniens, sans condamner l'occupation ni le racisme de l'État israélien. La résolution de MESA ne mentionne même aucun des objectifs du BDS.

Bien que ces résolutions constituent une étape dans la bonne direction, et dans de nombreux cas, qu'elles soient le résultat de batailles longues et acharnées par des membres profondément engagés pour tous les droits palestiniens, elles ne vont pas la plupart du temps jusqu'à articuler des positions qui s'accordent avec les objectifs explicites du

BDS. En effet, aucune de ces organisations ne mentionne le troisième objectif de BDS, à savoir le droit au retour des réfugiés palestiniens, qu'Israël persiste à refuser au mépris des résolutions des Nations-Unies et du droit international, afin de préserver une majorité juive dans le pays.

Comme les politiciens européens l'ont reconnu, BDS peut maintenant être utilisé comme moyen pour atteindre des finalités dont ceux qui l'ont adopté peuvent décider. Le monopole des Palestiniens sur les prises de décision, par le biais de PACBI, du Comité national de boycott et de sa détermination des objectifs du BDS, n'est pas garanti.

Différentes parties se déclarant solidaires des Palestiniens peuvent écarter, et écartent, totalement PACBI, devenant l'une seulement des nombreuses organisations internationales qui soutiennent BDS, arguant que chaque partisan de BDS peut déterminer ses propres objectifs qu'il estime appropriés. En bref, le soutien accru à BDS aux États-Unis et en Europe ne s'étend pas nécessairement à un soutien accru aux objectifs de mettre un terme au racisme israélien, à l'occupation d'Israël et à l'exil des réfugiés palestiniens, mais plutôt à un soutien à utiliser simplement le BDS comme moyen pour parvenir à ce que ceux qui l'utilisent déterminent comme le but à atteindre.

Comme je l'ai écrit et expliqué depuis la signature des Accords d'Oslo en 1993, toutes les « solutions » proposées par les gouvernements occidentaux et arabes et par les libéraux israéliens et de l'AP, pour mettre fin au soi-disant « conflit israélo-palestinien », toutes s'appuient sur la garantie de la survie d'Israël comme un État juif raciste indemne. Toutes les « solutions » qui n'offrent pas une telle garantie sont rejetées *a priori* comme non réalisables, non pragmatiques, et même antisémites. Les récentes tentatives visant à coopter BDS, avec cet objectif justement, sont dans la ligne de cet engagement.

Cela explique la soudaine dégradation de la menace BDS, de quelque chose d'intouchable par les responsables européens et américains et les universitaires et militants libéraux – qui ont assimilé son but ultime comme non seulement refusant de garantir la survie d'Israël en tant qu'État raciste, mais aussi visant spécifiquement au démantèlement de toutes ses structures racistes –, à quelque chose qui sera, de plus en plus sûrement, adopté par la plupart d'entre eux, car il peut désormais servir à sécuriser la survie d'Israël.

Les Palestiniens et leurs défenseurs doivent être vigilants à propos de cette cooptation du BDS, et ils doivent reconnaître qu'avec la réalisation d'une intégration viennent aussi de sérieux risques. À moins de réaffirmer que ce soutien à BDS est un soutien à tous les objectifs explicites que PACBI a fixés initialement, alors cette récente et apparente « transformation » dans les attitudes, laquelle n'est absolument pas une transformation en réalité, va déboucher sur une pente glissante – l'objectif final qui est, hélas, trop familier aux Palestiniens pour qu'ils le retrouvent une fois encore.

En raison de l'absence continue d'un mouvement de libération palestinien indépendant, représentatif et unifié, capable d'articuler une stratégie cohérente et de conduire la lutte de libération, BDS va continuer, contrairement aux objectifs déclarés de PACBI, à être utilisé au mieux comme une « menace » pour Israël pour qu'il cesse son occupation de 1967. Cela n'est rien de moins qu'un écran de fumée pour pérenniser les autres formes du contrôle colonial d'Israël sur la Palestine historique et les Palestiniens, et pour préserver son racisme institutionnalisé et légal.

**Plutôt que d'appeler la communauté internationale à adopter BDS sans un engagement explicite pour ses objectifs, les Palestiniens doivent insister pour que celles et ceux qui leur sont solidaires adoptent BDS comme une *stratégie*, et non comme un *but*, afin de provoquer la fin du racisme et du colonialisme**

**d'Israël sous toutes ses formes, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de 1948.**

Sinon, BDS peut être, et sera, utilisé au renforcement de la colonisation de peuplement juive, et du projet libéral israélien qui la soutient.

Joseph Massad est professeur d'histoire politique et intellectuelle arabe moderne à l'université de Columbia. Son dernier livre : *L'Islam dans le libéralisme*, (presse de l'université de Chicago)

The Electronic Intifada :  
<http://electronicintifada.net/content/recognizing-palestine-bd-s-and-survival-israel/14123>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE